



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de  
l'environnement, de  
l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 16 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PICHARD BALME**

17 rue des Petites Granges  
CS 44016  
49400 Saumur

Références : 2025-278\_PICHARD BALME\_INSP\_RAP

Code AIOT : 0006308233

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/05/2025 dans l'établissement PICHARD BALME implanté 17 rue des Petites Granges CS 44016 49400 Saumur. L'inspection a été annoncée le 02/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été déclenchée à l'issue d'un contrôle de cohérence de la déclaration GEREP relative aux émissions polluantes des installations de l'établissement au titre de l'exercice 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PICHARD BALME
- 17 rue des Petites Granges CS 44016 49400 Saumur
- Code AIOT : 0006308233
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PICHARD BALME exploite à Saumur (Saint-Lambert-des-Levées) un établissement de fabrication de médailles, insignes, décorations, bijoux, nécessitant notamment des opérations de traitement de surfaces. Les installations sont exploitées sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mai 2016.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Demande d'action corrective	
9	Moyens externes de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8.4-alinéas 1 et 7 à 10	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
10	Modifications des installations	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R. 181-46 I et II	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale.

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Sans objet
2	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I	Sans objet
3	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Sans objet
4	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II	Sans objet
5	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II	Sans objet
6	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.IV	Sans objet
7	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déclaration GERE au titre de l'exercice 2024 a correctement été renseignée par l'exploitant. Il est cependant demandé à l'exploitant de s'organiser pour respecter, chaque année, l'échéance du 31 mars pour transmettre sa déclaration GERE à l'inspection des installations classées.

Concernant le rapport de contrôle sur les débits actuellement disponibles autour du site pour lutter contre l'incendie, il est demandé à l'exploitant de justifier des distances entre les poteaux incendie retenus et les entrées du bâtiment (voies carrossables).

Enfin, au vu de la non-remise du porter à connaissance demandé lors de la visite d'inspection de mars 2024 permettant de régulariser la situation du site, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant en vue d'une mise en conformité.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Déclaration annuelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, obligation de déclaration annuelle des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données (...) Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis sa déclaration GEREP au titre de l'exercice 2024 (cf. Accusé de transmission de la déclaration du Registre Gerep en date du 10/04/2025 disponible sur l'application Gerep).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Déclaration annuelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, établissement visé
<b>Prescription contrôlée :</b>  Liste des établissements a) Etablissements exerçant une des activités listées ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"><li>- installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;</li><li>- pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ;</li><li>- stations d'épuration urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/ j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ;</li><li>- site d'extraction relevant du code minier.</li></ul> b) Etablissements exerçant l'une des activités visées à l'annexe I du règlement n° 166/2006 susvisé dont les capacités sont supérieures aux seuils de ladite annexe. <a href="https://aida.ineris.fr/consultation_document/441#Annexe_I">https://aida.ineris.fr/consultation_document/441#Annexe_I</a>
<b>Constats :</b>  L'établissement est exploité sous le régime de l'autorisation (rubriques 2565 et 4110). À ce titre, l'établissement est bel et bien soumis à l'obligation de déclaration annuelle des émissions polluantes. Aucune activité exercée dans l'établissement n'est visée par l'annexe I du règlement n° 166/2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, règlement dit E-PRTR.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Déclaration annuelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, données à déclarer émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  <ul style="list-style-type: none"><li>- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</li><li>- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;</li><li>- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an ;</li><li>- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</li><li>- la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;</li><li>- les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Aucune des émissions des installations de l'établissement dans l'air, dans l'eau (ou dans les sols pour mémoire), pour quelque polluant que ce soit indiqué à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 modifié, ne dépasse les seuils fixés dans cette même annexe. L'exploitant n'a donc déclaré aucune émission à ce titre. Pour rappel, les installations de traitement de surface du site fonctionnent "en zéro rejet" aqueux. Bien qu'il n'y fût pas tenu, car en-dessous du seuil d'obligation de déclaration (50 000 m <sup>3</sup> /an d'eau prélevée sur le réseau AEP), l'exploitant a déclaré un volume d'eau prélevé sur le réseau AEP en 2024 à hauteur de 931 m <sup>3</sup> . Rejets de chaleur : sans objet. Émissions de solvants dans l'air : une consommation annuelle de solvants de 0,64 t/an a été déclarée. Aucun PGS n'est attendu (consommation annuelle de solvants inférieure à 1 tonne, cf. article 28-1 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Déclaration annuelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, obligation de déclaration annuelle déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées : <ul style="list-style-type: none"><li>- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an.</li></ul>

<p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En 2024, l'exploitant a produit 89,422 tonnes de déchets dangereux. À ce titre, il a renseigné le sous-pavé "Déchets sortants" du pavé "Déchets" de la déclaration au titre de l'exercice 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 :** Déclaration annuelle

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, données à déclarer production de déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée » ;</li> <li>- la quantité par nature du déchet ;</li> <li>- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;</li> <li>- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le pavé déchets est renseigné de façon satisfaisante. Les informations attendues importées depuis Trackdéchets sont fournies pour chaque lot de déchets dangereux évacué pour traitement dans une filière ad hoc, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature du déchet et le code déchet associé ;</li> <li>- la quantité par nature du déchet ;</li> <li>- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;</li> <li>- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé selon les codes spécifiques de l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 modifié.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 :** Déclaration annuelle

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, transfert transfrontalier</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets soumis à notification, l'exploitant indique en outre le numéro de notification. »</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Sans objet. En 2024, l'exploitant a expédié et fait traiter ses déchets exclusivement en France métropolitaine.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 :** Déclaration annuelle

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, qualité des données déclarées

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants et des productions de déchets.

Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.

L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.

**Constats :**

La qualité des données déclarées n'appelle pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 :** Déclaration annuelle

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, échéance de déclaration

**Prescription contrôlée :**

La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.

**Constats :**

L'exploitant a transmis sa déclaration GEREPE au titre de l'exercice 2024 le 10/04/2025 (cf. Accusé de transmission de la déclaration du Registre Gerep).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ **Il est demandé à l'exploitant de s'organiser suffisamment tôt avant l'échéance pour rassembler les données utiles et renseigner sa déclaration GEREPE de l'exercice n-1 avant le 31 mars de l'année n.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 9 :** Moyens externes de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8.4-alinéas 1 et 7 à 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <p>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés au plus à 200 mètres d'une entrée du bâtiment (distance mesurée depuis le point d'eau jusqu'à une entrée du bâtiment par les voies carrossables aux dévidoirs), permettant de délivrer en fonctionnement simultané un débit minimal de 270 mètres cubes par heure, pendant une « durée d'au moins deux heures, et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau avant la mise en service des installations, par une mesure réelle, ou à défaut par une simulation informatique.</p> <p>Dans le cas où les poteaux incendie situés à moins de 200 m d'une entrée du bâtiment ne permettent pas de délivrer le débit attendu, une réserve d'eau est mise en place sur le site pour compléter la défense incendie. Son volume est déterminé de telle sorte que le cumul des moyens (poteaux incendie situés à moins de 200 m d'une entrée du bâtiment et réserve incendie) permette de disposer d'un volume minimum de 540 mètres cube pour deux heures d'intervention.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en tout lieu du site. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni lors de la visite un rapport de contrôle sur les débits actuellement disponibles autour du site pour lutter contre l'incendie.</p> <p>Cette étude réalisée le 22/05/2025 porte sur 4 poteaux incendie situés sur le domaine public dans un périmètre de moins de 300 mètres autour du site et montre, qu'en simultané, le débit de chaque poteau est compris entre 112 et 129 m<sup>3</sup> / h à 1 bar, pour un total de 481 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Les moyens disponibles sont donc en cohérence avec la prescription de l'arrêté préfectoral qui exige un minimum de 540 m<sup>3</sup> pour deux heures.</p> <p>Le rapport ne fait cependant pas état des distances entre les poteaux incendie et les entrées du bâtiment. Pour rappel, selon la prescription contrôlée, les appareils d'incendie doivent être situés à moins de 200 mètres d'une entrée du bâtiment (entrée du bâtiment par les voies carrossables aux dévidoirs).</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>



<b>→Il est demandé à l'exploitant de justifier des distances entre les poteaux incendie retenus et les entrées du bâtiment (voies carrossables).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 10 :** Modifications des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/07/2021, article R. 181-46 I et II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>»</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il avait été demandé à l'exploitant lors de la visite de mars 2024 d'établir et de fournir au préfet un dossier de porter à connaissance des modifications intervenues sur le site depuis la mise en service des installations en 2017. Ces modifications sont notamment de nature à avoir un impact sur le calcul du</p>

besoin en eau d'extinction incendie et du volume d'eau à confiner en cas de sinistre.

Par courrier de réponse daté du 27 mai 2024, la société Pichard-Balme précisait que des actions avaient été entreprises dans ce sens.

Lors de la visite de 2025, l'exploitant a montré à l'inspection un document provisoire et inachevé d'un projet de porter à connaissance comprenant une mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement rédigé par la société ANTEA. Toutefois, à ce jour, aucun document n'a été communiqué à l'inspection des installations classées depuis la demande de mars 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Au vu du constat persistant et de la non-remise de ce porter à connaissance permettant de régulariser la situation, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant en vue d'une mise en conformité.**

**Ce document consolidé devra tenir compte de toutes les modifications intervenues sur le site depuis la mise en service des installations en 2017 et des éléments de situation à jour avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.**

**Il est proposé de fixer le délai suivant comptabilisé à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure : 6 mois pour la fourniture du document consolidé.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois